

CHRONIQUES BIBLIOGRAPHIQUES

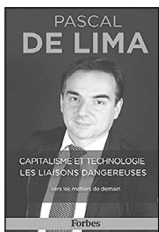
par Jean-Louis Chambon



Jean-Louis Chambon

Président du Prix Turgot

CAPITALISME ET TECHNOLOGIE : LES LIAISONS DANGEREUSES : VERS LES MÉTIERS DE DEMAIN



Pascal de Lima
Éditeur Forbes – 381 pages

Dans le nouveau système capitaliste, l'évolution des technologies, modifie tendanciellement la structure des emplois en raison d'une recherche continue d'efficacité. Il s'en suit qu'émerge une forme de « société de la sélection » ou les moyens technologiques et les modes de raisonnement remettent en cause les fondements même du marché du travail et les principes d'une société démocratique qui tend alors vers un capitalisme totalitaire.

Car « ... la technologie pousse toujours vers plus de technologie... », la polarisation se renforce avec le temps et se traduit par « ... une forme d'arbitraire en restreignant les choix possibles et en rationalisant les procédés... »

L'Ère du « capitalisme-système d'information » (capitalisme disciplinaire) s'est ouverte avec l'ingénierie des nouvelles technologies, de leurs moteurs de recherches qui analysent sans relâche la performance des collaborateurs et de l'ensemble des acteurs économiques. Si les innovations modernes peuvent constituer de formidables opportu-

nités créant de nouveaux métiers et en enrichissant bien d'autres, cela va aussi avec la disparition de ceux qui sont emportés par le vent de l'Histoire... la « destruction créatrice » chère à Schumpeter est à l'œuvre plus que jamais. Certes, le thème du chômage technologique reste très contre-versé car les thèses qui s'affrontent sur le sujet font dans le « blanc ou noir », rarement dans la nuance : soit les technologies vont totalement se substituer au travail soit au contraire elles créeront des emplois directs et indirects... les liaisons entre capitalisme et technologie restent dangereuses et les fondements sur toutes ces craintes sont loin d'être utopiques... beaucoup peuvent d'ailleurs en témoigner : des chauffeurs de taxis face à Uberpop, aux kiosques à journaux et autres journalistes face à Google aux disquaires face à Apple, etc.

Mais le risque serait de refuser de s'adapter en s'exposant à être emporté par la vague montante des inégalités qui accompagne la transformation des métiers et entretient l'instabilité dans nos démocraties.

Aussi pour l'auteur la création d'un « Revenu Universel » dont l'ampleur et le périmètre restent à préciser, permettrait de répondre à cette exigence de demande de sens et de visibilité sur les carrières qui touchent la quasi-totalité des classes sociales en particulier la classe moyenne. un chemin pour échapper à une crise de la surproduc-

tion en anticipant sur les tensions aux conséquences sociales ravageuses.

L'auteur dépasse largement son analyse très documentée parfois sans appel des risques de la confrontation des technologies avec l'emploi et le capitalisme pour proposer un large éventail de pistes (14 messages susceptibles de répondre à ces défis.) il reste que les développements sur « la » solution du revenu universel, « simple revenu d'existence ou véritable complément de revenu », restent un peu dans les généralités du sujet. Ils mériteraient d'être approfondis notamment en termes de conséquences sociétales et culturelles sur les générations montantes et anciennes.

Pour « aller vers les métiers de demain » en gagnant la bataille du pouvoir d'achat, chère aux « gilets jaunes », il faudra d'abord gagner celle de l'emploi, face aux technologies et à leurs liaisons dangereuses. « ... Les sociétés occidentales vont tendre vers une structure sociale en forme de sablier, creuse au milieu, c'est-à-dire au niveau des classes moyennes, épaisse en haut et en bas, c'est-à-dire au niveau des postes à très haute qualification et ceux à basse qualification, une catégorie socioprofessionnelle correspondant à un emploi lié à un niveau de revenu... »

Le capitalisme technologique cannibalise le capitalisme industriel et financier. Il entraîne les métiers vers des mutations profondes, lourdes pour l'emploi.

Un essai stimulant qui éclaire une face sombre des technologies.

Pascal de LIMA Professeur en Économie –, Sciences Po et Essec, très présent médiatiquement et l'auteur de plus de 200 tribunes économiques.

L'ÉCONOMIE ET LA FINANCE APRÈS LA COVID



Revue d'économie financière
N° 139/149
3^e et 4^e trimestres 2020
Numéro spécial. 312 pages
Avant propos par François
Villeroy de Galhau

D'évidence, cette nouvelle parution collective rassemble les plumes les plus éminentes et expertes de ces domaines, douloureusement impactés par la Pandémie portée par la Covid -19. il est vrai que cette crise inédite méritait au plan de l'analyse comme de celui de l'action pour la sortie de crise, une synergie sans doute inégalée par temps de paix : « ... un choc imprévisible et majeur avec des effets lourds pour tous les pays européens et, face à ce choc une réponse rapide et convergente des autorités publiques est à l'œuvre... » précise d'emblée le gouverneur François Villeroy de Galhau. Mais, le premier prix à payer, (probablement pas le dernier), est celui d'une hausse significative de l'endettement public dont il faudra, lorsque la France aura retrouvé le niveau d'activité d'avant crise, retrouver une indispensable trajectoire de désendettement.

Grâce à une mobilisation historique « du policy mix » de l'Europe, le soutien de la BCE comme l'avancée majeure du plan de relance européen, les effets négatifs sur la croissance ont été amortis, et constituent l'ébauche d'une réelle politique budgétaire commune. Le secteur financier a bien résisté mais doit « être plus rentable et durable » : Renforcer la solidité des entreprises pour assurer la solidité du système bancaire confronté aux défis de la rentabilité, de la solvabilité et de la régulation (Bâle III[°]) comme de la digitalisation. Mais

l'autre grand enjeu restera celui de la place majeure que devra prendre le système financier dans la lutte contre le réchauffement climatique. Comme le démontre les éminents contributeurs des cinq chapitres de cette parution en tous points exceptionnelle et très documentée, l'avenir de la sortie de crise s'inscrit « ... sur une ligne de crête étroite, entre confiance et vigilance » pour sécuriser les institutions financières en leur permettant de rester résolument dans leur mission au service de l'intérêt général.

Plus que jamais, l'intermédiation financière adossée à ce gisement des 90 milliards d'épargnes supplémentaires amassée au cours de la crise et d'un autre côté, les dizaine de milliards de besoins additionnels en fonds propres des entreprises, devra faire preuve d'imagination et d'innovation. : « La barre reste haute » pour, à la fois, servir la reconstruction, réorienter l'épargne, sans pour autant exposer les épargnants à des risques qu'ils comprennent peu et qu'ils ne souhaitent pas, sauf rares exceptions, en tout cas assumer.

Comme le démontrent Olivier Pastré et Christian de Boissieu, les risques de cette nouvelle crise, compliqués par une dynamique différenciée entre secteurs, va très au delà d'un nouveau débat sur la régulation des banques comme en 2008, l'opinion commence à comprendre qu'elles sont non pas le « problème mais la solution ». ces nouveaux risques touchent, au climat, aux délocalisations comme à la globalisation. Les effets géopolitiques seront majeurs (Usa – Chine – Europe -ASIE[°]) avec la tentation récurrente de chercher un bouc émissaire.

Le monde de l'après Covid pourrait être celui de la multiplication des conflits, entre États et Gafam par exemple, mais aussi sociaux ou professionnels pouvant conduire vers un capitalisme plus dur, touchant au partage des revenus, à la concurrence fiscale, aux délocalisations vers les pays à faibles coûts salariaux comme sur le sujet de la transition énergétique.

Au total souligne le Président du Cercle des Économistes, Jean Hervé Lorenzi « ... la croissance potentielle, le recul de l'investissement des entreprises et la perte de capital humain seront largement menacés... ».

Aussi rien n'est plus important pour relever tous ces défis que chaque acteur joue pleinement son rôle et le plus efficacement possible et que, le système financier, au sens large, redevienne résilient et réactif.

Des regards croisés qui éclairent lumineusement « l'après crise Covid » Immanquable-

LE CRÉPUSCULE DES BUREAUCRATES : CHRONIQUE DE LA FIN DE L'UNION EUROPÉENNE



Henri Malosse
Editions du Palio –
182 pages

« Choisir la fiction pour interroger le réel ».

Tel est le parti pris dans ce nouvel essai par

ce grand européen, auteur au talent reconnu par ses pairs et ses nombreux ouvrages. Inlassable lanceur d'alerte contre les dérives « bureaucratiques européennes » qui pourraient conduire L'Union à son implosion, Henri Malosse veut faire pleinement partager son expérience des codes et processus tant de l'Administration communautaire que de ses élus et des Institutions. Dans ce « roman vrai » et à clefs, l'ancien Président du Comité économique et social européen (l'une des grandes institutions consultatives européennes) dessine des portraits « à la fois acides et attachants » des hauts personnages qu'il met en scène (sous couvert de la composition imaginative... principe de précaution oblige).

l'auteur met en garde contre les tendances « tectoniques » qui se frottent et se multiplient au sein de cette union trop rapidement élargie à 27... (nord-sud, pays pauvres et riches, illibéraux ou partisans de l'État de droit, euro fort ou faible, etc..).

En creux, on découvre son quotidien vécu durant sa présidence, « grandeurs et misères de la haute fonction », sa volonté persistante de faire vivre dans ses nombreuses rencontres des chefs d'État l'ambition des Pères fondateurs de l'Europe. Un voyage édifiant dans les arcanes de l'Union, et dans la découverte de la partie immergée de l'iceberg qui semble vouloir accélérer sa dérive. Toutefois l'auteur veut rester positif car il sait pouvoir compter sur de nombreux amis qui, comme lui, ne peuvent se résoudre à laisser enterrer le projet européen qui reste son grand combat. Comme avait pu le noter en son temps Jean Monnet :

« ... Quand on voit la persistance du sentiment européen... on ne peut douter qu'il s'agisse d'un puissant mouvement de fond à la mesure des époques de l'histoire... »

Le grand mérite d'Henri Malosse est de rester convaincu en le faisant partager à ses lecteurs que : « ... l'Europe peut survivre à de « mauvaises saisons et en supporter bien d'autres »... comme l'avait pressenti le » père de l'Europe ». Un témoignage exceptionnel servi par une vision acérée de long terme.

Henri MALOSSE ancien président du Comité économique et social européen et l'auteur de plusieurs ouvrages de référence sur l'Europe. il dirige le think tank « the vocal Europe et enseigne histoire.

TERRES RARES : ENJEU GÉOPOLITIQUE DU XXI^e SIÈCLE : CHINE – ÉTATS-UNIS – EUROPE – JAPON – GROENLAND – NOUVELLE ÉDITION



Damien Degeorges,
Éditeur : l'Harmattan, collection, Série : **Un autre regard,**
Paris School of Business
dirigée par **Georges Nurdin,**
75 pages

Le Groenland, immense mais très peu peuplée région autonome danoise, au cœur de la « région monde » ultra- stratégique de l'Arctique, suscite, des appétits croissants et une

vive compétition entre les grandes puissances mondiales.

L'enjeu de ses tensions, ce sont les réserves de « terres rares » jusqu'à justifier « l'annonce choc » en 2020 de Donald Trump sur l'éventualité de son acquisition par les États-Unis

Les Terres Rares, légères ou lourdes, constituent un groupe de métaux comprenant 17 éléments dont 15 lanthanides allant du lanthane (La) à l'yttrium (Y). Elles restent « modérément abondantes », quasi monopolisées par la Chine, et incontournables dans de nombreuses productions sensibles (numérique, puces informatiques, etc.). Comme elles sont associées à des éléments radioactifs comme l'uranium (U) et le thorium (Th) leur exploitation reste très sensible. Aussi, pour leur extraction et leur affinage, ces terres rares entraînent l'apparition d'un dilemme environnemental majeur, il a été établi en effet que le Groenland restait l'un des pays disposant des plus importantes réserves au monde de ces « trésors » contemporains.

Aussi l'enjeu géopolitique que sous tend le potentiel en terres rares du Groenland aura fortement impacté ses propres choix politiques jusqu'à lui faire rêver de devenir comme son voisin Islandais un État autonome. Mais cette utopie se heurte à une réalité première, son incapacité à pouvoir disposer durablement des attributs d'une pleine souveraineté (monnaie, défense, budget).

Avec un territoire quatre fois plus grand que celui de la France, quasi intégralement recouvert d'une calotte glaciaire et guère plus que 50 000 habitants concentrés majoritairement dans leur capitale Nuuk, le potentiel de développement autonome reste très mince même si des ressources pétrolières difficiles à exploiter peuvent venir s'ajouter aux réserves des terres rares.

Reste que ce pays de « l'or vert » n'est pas à vendre bien qu'il soit menacé par les ambitions chinoises qui souhaitent renforcer encore plus leur leadership sur les terres et ressources rares, et par les enjeux majeurs des intérêts vitaux de Défense pour les États Unis. Toute

la stratégie géopolitique autour de ce « petit département danois », prétendument autonome, tient à ce que les terres rares sont incontournables à la fois à l'ère numérique mais également et surtout comme le note Damien Degeorges** : « ... dans un siècle où l'économie faiblement émettrice en gaz à effet de serre s'affirme comme préalable à toute croissance... » ; Ce qui appelle, de facto, une concurrence dans leurs recherches et leurs approvisionnements, de plus en plus forte.

Aussi l'extrême vigilance s'impose-t-elle pour les pays arctiques, face au défi des appétits chinois mais tout autant, dans une région qui reste l'arrière-cour des États Unis et... de la Russie.

C'est dire combien cette « région monde » représente des risques d'extrêmes tensions géopolitiques pour l'avenir. Comme l'avait noté Deng Xiaoping : « Le Moyen Orient a le pétrole, la Chine a les terres rares. »

Dans ce petit opuscle, l'auteur démontre que l'ultra dépendance notamment sur les terres rares à la Chine n'est pas saine du fait de la nature du régime chinois et de ce qui en découle. Il souligne la nécessité et les moyens pour « entamer une cure de désintoxication à cette dépendance au plus tôt. ». Enfin et surtout il fait découvrir la bataille en cours, souvent sous-marine, de plus en plus diplomatique, entre les grandes puissances, mais pas seulement (la France tente via une présence diplomatique de grande notoriété aussi de tirer quelques marrons du feu.) pour faire bouger les lignes autour et sur le Groenland.

Les conditions nécessaires au retour des pays arctiques et de leur ancrage à l'Europe auraient méritées de plus amples développements et appellent une suite à cet agréable essai : Un brillant plaidoyer d'un chercheur passionné par l'Arctique pour éveiller notre attention sur le défi sécuritaire posé par l'intérêt de la Chine pour le Groenland. Mais « ... cette croissance consommatrice de terres rares ne sera « durable » in fine que lorsque des développements significatifs auront lieu en matière de

substitution et de recyclage des terres rares. »

Damien DEGEORGES consultant international diplômé en études nordiques de l'Université de Paris- Sorbonne, et passionné par ses expéditions sur la calotte glaciaire.

LA CRISE DE L'ABONDANCE



François-Xavier Oliveau
L'Éditions de l'Observatoire,
Collection : Essais, 318 pages

L'Abondance est restée longtemps comme rien d'autre que l'un des grands mythes de l'Humanité. Depuis la nuit des temps, la réalité quotidienne de la condition humaine était plutôt faite de Rareté et, l'exigence de la survie alimentait largement les préoccupations de tous les instants :

l'abondance c'est l'assurance de ne pas connaître la disette, la malnutrition, mais la logique de « la Corne d'abondance » voudrait qu'elle soit satisfaite par une juste et maîtrisée quantité de production.

Par son génie, les découvertes, les innovations et les progrès qu'il a su entreprendre, l'être humain a su s'offrir une entrée dans ce pays de Cocagne : Il a appris « ... à mieux exploiter les terres, à repousser la faim et le froid, à accéder à l'instruction et à inventer la Société de consommation et de loisirs... »

Comme l'avait pu imaginer dès 1930 le grand Maître John Meynard Keynes : « le problème économique peut être résolu d'ici cent ans, disait – il... ainsi l'homme pourra pour la première fois depuis sa création faire face à ce problème : Comment occuper cette liberté arrachée aux contraintes économiques, comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui... de manière agréable sage et bonne ? ... mais nous ne pourrions voir venir l'ère de l'oisiveté et de l'abondance sans crainte... car nous avons été entraînés pendant trop longtemps à faire... effort et non à jouir... ».

Si la mondialisation-globalisation nous a permis d'oublier largement nos peurs primitives « ... disparaître, manquer, souffrir. », elle en a fait naître de nouvelles en même temps qu'apparaissent de nouveaux défis en termes, d'égalité, de solidarité, de protection de l'environnement et des ressources de la Planète... des problèmes de riches, en effet, mais pas seulement!!

Certes nous travaillons de moins en moins, nous vivons de plus en plus longtemps, les prix baissent, l'argent bon marché coule à flots, les ressources minières contrairement à une idée reçue ne sont pas rares et l'accès aux biens élémentaires progresse, bien qu'encore trop lentement, partout dans le monde...

L'humanité n'a jamais été aussi riche, ce qui a autorisé cette réflexion du Président Obama : « ... si vous aviez à choisir n'importe quel moment dans l'histoire pour naître, sans savoir vos conditions de naissance, vous choisiriez maintenant... »

mais l'Abondance n'évite pas les crises... et François-Xavier Oliveau en met trois principales en lumière :

- la crise de la Terre : « ... Nous avons réussi ce paradoxe de rendre abondantes des ressources finies... » ... mais les sols sont endommagés et pollués par la façon dont nous les exploitons et les océans abriteront bientôt (2050) plus de plastique que de poissons... l'écosystème est en souffrance.

- la seconde crise est celle de l'Argent : la monnaie coule à flots mais le monde est surendetté, et c'est la richesse des mieux nantis qui, à travers la, valorisation des actifs progresse le plus; tandis que les inégalités s'accroissent et qu'une partie de l'humanité reste dans la précarité relative.

Troisième crise, celle de l'Homme : De sa place dans la société par le travail, face au télétravail, à l'intelligence artificielle, aux robots; la peur de la fin du travail, et/ou de la perte de sa « valeur » se substitue à nos peurs primitives : une crise à la fois économique et morale est devant nous.

l'auteur propose des éléments de réponse pour traiter ces trois crises majeures,

simultanées, aux enjeux immenses, qui font peser le risque de voir basculer une frange entière de la population dans le déclassement et la révolte... confère les Gilets jaunes. Dans ces analyses très fines économiques, sociologiques et sociétales, parfaitement documentées, marquées de l'empreinte de la pensée de « l'ingénieur », l'auteur identifie les mécanismes de l'abondance et propose de nouveaux outils à mettre à l'œuvre pour l'appropriation :

« ... la principale révolution est mentale... elle consiste à regarder de façon radicalement différente les concepts ancrés dans nos inconscients liés aux temps de la rareté, avec le travail, l'inflation la déflation, la croissance etc.. » . Le fil d'Ariane de ses propositions s'appuie sur une logique constante : il faut distribuer l'abondance : Un dividende monétaire (donner de l'argent à tous) , « ...une idée invraisemblable mais une histoire sérieuse... » qui s'inscrit sur une ligne voisine de la théorie de la « monnaie hélicoptère » et par extension de celle du « revenu universel » : il s'attache méticuleusement et de façon très convaincante à en lever les principales objections, financières et morales par ce raisonnement nouveau, celui de l'abondance, qui succéderait radicalement à celui de la rareté. C'est une urgence, considère l'auteur « ... car la situation politique et sociale dans les pays riches aura tout d'une poudrière. un tel creusement des inégalités(et la crise de la Covid l'a accentuée)° ne peut qu'alimenter tous les délires, toutes les tentations populistes. les élites qui auront laissée progresser une situation injuste, faute d'avoir compris les règles de l'abondance, seront rejetées... ». la crise de l'abondance exige d'en déduire des politiques radicalement nouvelles. Dans ce nouvel et stimulant essai, François – Xavier OLIVEAU apporte de la rationalité, dans une approche rigoureuse « d'ingénieur », sur un sujet qui le plus souvent prête le flan à toutes formes de dogmatismes, politiques, économiques ou moraux. Il rejette à la fois l'idée « ... d'une impossible croissance infinie » et d'une décroissante mortifère,

en esquissant les grandes lignes d'une troisième voie celle d'une gestion plus juste et plus intelligente de l'abondance. « ... la pression sur les prix liée à la crise de 2020 appelle à la mise en place des dispositifs d'injection monétaires. La première Banque Centrale qui osera le faire sera... rapidement copiée par les autres, sous un format ou sous un autre, l'injection monétaire directe s'étendra alors rapidement et deviendra la brique de base des politiques monétaires au XXI^e siècle. »

Immanquable pour tous public !

François – Xavier OLIVEAU est diplômé de Centrale, de Sciences Po et d'Harvard, Conseil en transition Écologique, et auteur lauréat du Grand Prix du Jury du Prix TURGOT pour son ouvrage « Microcapitalisme » paru en 2017 (PUF).

ÉTHIQUE ET ÉCONOMIE : COMMENT SAUVER LE LIBÉRALISME ?



Sous la direction de Bernard Esambert
Actes de la Fondation 2012-2019, Humensis-361 pages

Cette turbulente année 2020, avec son cortège de brumes sanitaires s'achève avec cette lueur d'espérance portée par la très remarquable publication des actes de la Fondation « Éthique et Économie ».

Organisé sous la direction de Bernard Esambert sous l'égide de l'Académie des Sciences morales et politiques avec le soutien du Président Bertrand Collomb, ce cycle de conférences tenu à l'Institut a été prolongé par les rapports de (5) groupes de travail sur les différents aspects du sujet et publié en 2019. L'addition de ces travaux permettait de proposer une réflexion très approfondie (dont les actes ont été rendus disponibles), sur « l'éthique du système d'économie libéral », appelé aussi... capitalisme.

Sensibiliser, responsabiliser et faire agir les grands décideurs de la Planète sur ce thème dont moult événements nous rappellent quasi quotidiennement

l'actualité douloureuse, est devenu pour l'homme « d'une vie d'influence »* Bernard Esambert, une priorité majeure. La richesse de son parcours, qui lui a fait connaître intimement les pratiques des hautes sphères politiques comme celles de la finance, de la science et des intelligences sous toutes leurs formes, lui a sans doute permis de percevoir mieux que quiconque l'urgence de répondre à la contestation qui s'amplifie et à la perte de pertinence et de sens de ce libéralisme qui, par-delà ses effets bénéfiques nourrit les affrontements et détruit « les biens communs », ces ressources fournies gratuitement par la nature.

La mondialisation a transformé notre Planète en un champ de bataille sans morale et spiritualité : « ... S'il y a bien une mondialisation idéale, celle où le progrès de chacun contribue au progrès de tous... » et, si le libéralisme des temps modernes a fait progresser la satisfaction des besoins vitaux, il a aussi creusé des écarts majeurs entre la société de consommation qui déborde de biens matériels et d'images pour les uns, sans procurer le minimum décent pour les autres. Ce constat lourd de conséquences rejoint en tout point les réflexions d'Adam Smith qui soulignait déjà que :

« ... le libéralisme n'est légitime que s'il est inscrit dans un contexte institutionnel qui respecte la possibilité pour tous d'accéder aux « bonnes choses de la vie »... »

Fort de ce constat et de ses convictions de « grand Sage » et d'humaniste que nous lui connaissons, Bernard Esambert s'est livré à une critique sévère des dysfonctionnements de l'économie de ce début du XXI^e siècle. Dans sa note d'avril 2018, (publiée dans cet ouvrage) il souhaite la création d'un code moral qui « ... rende acceptable son fonctionnement à la majorité des femmes et des hommes, en recréant un peu de vertu et de grâce dans le système, en répondant aux aspirations et à l'immense désir de justice et de dignité... » .

La mondialisation s'est développée plus rapidement que ses nécessaires régulations par trop dispersées et en l'absence d'un code éthique mondial. Aussi propose

– t- il en invitant les vingt deux prestigieux contributeurs à ce cycle, (de Jean Tirole, Pascal Lamy, Michel Camdessus, des économistes et les représentants des religions monothéistes), comme l'ensemble des personnalités, morales, politiques ou intellectuelle à mettre : « ... de l'ordre dans notre image du monde et de ne plus lire l'économie comme une religion sans tables de la loi... »

Les quinze principaux domaines proposés à ces travaux passent en revue l'ensemble des grandeurs et misères du « système » : De, la justice, première priorité, à la dignité, la fraternité, la solidarité, le travail des enfants, les égalités, le pouvoir et l'éthique dans l'entreprise, mais aussi... la cupidité, la philanthropie, la corruption, les biens, la pauvreté et l'environnement- écologie comprise... une légitime et grande ambition.

Mais La pandémie mondiale a retardé les avancées vers la constitution de cette « assemblée mondiale » que Bernard Esambert appelle de ses vœux. Elle devrait être composée des représentants des courants éthiques se reconnaissant dans ces principes du « vivre ensemble » et au-delà, elle permettrait l'émergence d'un libéralisme tempéré qui y gagnerait de nouvelles lettres de noblesse. La publication d'une charte éthique par un groupe de Sages, permettrait sans doute de « ...fabriquer une nouvelle Histoire du Capitalisme libéral...» qui devra beaucoup, pour sa renaissance, à la détermination de Bernard Esambert. Une réflexion d'une richesse, intellectuelle, éthique morale... rare... Immanquable pour tous publics

* Bernard Esambert, Une vie d'influence- Flammarion Prix saint Simon 2013

-Proche collaborateur du Président Pompidou, dirigeant d'une prestigieuse Compagnie financière, ancien Président de Polytechnique et de l'Institut Pasteur, Président de nombreuses organisations caritatives (recherche sur le cerveau, l'épilepsie, Légion d'honneur, l'Institut Georges Pompidou etc..) -auteur d'ouvrages qui ont fait date, est reconnu par ses pairs comme l'une des grandes références morales et intellectuelles contemporaines.